

# AVONS-NOUS ASSEZ DE RÉSERVE EN RÉSERVE ?

Grand pays, petite armée. En France, si la qualité est là, la quantité ne suit pas. Pour faire face aux éventuels dangers, il est essentiel d'augmenter le nombre de réservistes. Un chantier auquel s'attellent les états-majors, et qui a été accéléré par la guerre en Ukraine. **PAR VLADIMIR DE GMELINE**

À la guerre comme dans de nombreux domaines, il faut savoir revenir aux fondamentaux. Les périodes de crise sont le révélateur de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Avec elles, on comprend tout plus vite, on révisé ses objectifs, on s'adapte, on gomme le superflu pour se concentrer sur l'essentiel. En l'occurrence, le conflit en Ukraine est en train de servir de leçon en direct. « Le chef d'état-major des armées ukrainien a à sa disposition ses unités

*d'active, ses brigades de réserve, et encore d'autres bataillons de réserve pour la sécurité publique, explique le général Haberey, adjoint du général Poitou, à la tête du Commandement terre pour le territoire national (COMTN). C'est ce que nous avons il y a quelques décennies, et c'est dans cette direction que nous nous acheminons à nouveau. Effectivement, notre idée, avec le projet que nous construisons pour les réserves, c'est de revenir à ces fondamentaux. »*

Il y a quelques décennies : c'était l'époque de la guerre froide, bloc contre bloc, la menace à l'Est et les chars russes qu'on craignait de voir défiler sur les Champs-Élysées. On s'ennuyait dans les casernes, mais il y en avait beaucoup. Des appelés, des réservistes et des militaires d'active qui trépignaient, avides de missions lointaines. La chute du « rideau de fer », donc la disparition de la menace, et la professionnalisation comme corollaire ont exaucé leurs vœux. Les prétoires désœuvrés ont remplacé le désert des Tartares par des expéditions lointaines et des combats enfiévrés. Après les Balkans dans les années 1990, où servirent les derniers appelés, l'Afghanistan, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel permirent à toutes les unités de se forger au combat. La guerre était une affaire sérieuse, confiée à des gens



**“IL NOUS FAUT MOBILISER BEAUCOUP  
ET AVOIR DES ARMES EFFICACES,  
PAS FORCÉMENT LES PLUS CHÈRES.”**  
LE COLONEL MICHEL GOYA





## CHIFFRES CLÉS

**En 1991,**  
la France comptait  
**45 000**  
réservistes

**En 2013,**  
ils n'étaient  
plus que  
**24 000**

**En 2022,**  
ils sont  
**40 000**

**Objectif :**  
**80 000**  
réservistes

...nt c'était le métier : « *La première chose que nous avons faite en professionnalisant est de nous débarrasser de la réserve*, note le colonel (en retraite) Michel Goya, historien et ancien des troupes de marine. *Notre armée est devenue une armée de troupes expéditionnaire.* » L'argument qui voudrait qu'une réserve importante en volume ne puisse exister sans l'apport d'un service militaire préalable, comme en Israël, en Finlande ou en Ukraine, pays soumis à une menace permanente sur leurs frontières ou à l'intérieur, n'est pas nécessairement juste : « *En professionnalisant en 1973, les États-Unis ont fait le contraire de la France et ont mis l'accent sur la réserve* », poursuit Michel Goya, même si la mission première de la Garde nationale américaine est d'opérer sur le territoire national, selon le principe que « *rien ne peut*

*se faire sans l'aide de la nation* », ses effectifs ont tout de même constitué 40 % du total des troupes envoyées en Irak.

### Montée en puissance

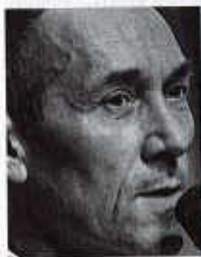
En 1991, les effectifs de la réserve en France étaient de 45 000 hommes et femmes. En 2013, ils n'étaient plus que de 24 000 : « *Les attentats de 2015 ont suscité un élan dans la population et dans les armées, et une réaction politique*, observe le général Gardy, délégué interarmées aux réserves. *Il fallait doubler les effectifs pour revenir au volume antérieur.* » Ce sont d'abord 11 000 civils qui rejoignent l'armée pour donner de leur temps à la nation, et renforcer leurs camarades d'active, notamment dans le cadre de la mission « Sentinelle ». Le système monte encore en puissance sous l'impulsion des deux derniers chefs d'état-

**"NOUS SOMMES EN TRAIN d'améliorer la gestion des ressources humaines et des équipements et augmentons le niveau de formation", note le général Haberey. Ci-dessus, exercice de réservistes à Roanne (Loire), en octobre 2019.**

major des armées (Cema), les généraux Lecointre et Burkhard : « *Nous avons encore recruté 16 000 personnes, dans les armées de l'air, de terre, dans la marine, dans le service de santé, pour arriver à un total de 40 000*, continue le général Gardy. *Et le rythme opérationnel s'est accru.* » On désigne cette réserve opérationnelle sous le symbole de RO1. La RO2 regroupe les ex-militaires d'active soumis à une obligation de disponibilité durant les cinq années qui suivent leur départ. Couplé aux effectifs des réservistes de la police et de la gendarmerie, l'ensemble constitue une « garde nationale » d'environ 77 000 personnes.

Pour l'armée, les objectifs fixés par le président de la République sont élevés : il s'agit de passer de 40 000 à 80 000. Un doublement pur et simple, dicté par les >

➤ bouleversements géopolitiques, mais aussi par le passage des conflits asymétriques – opposant armées conventionnelles et groupes terroristes – à la « haute intensité », qui voit s'affronter des armées conventionnelles entre elles. Et force est de reconnaître que ces dernières ne sont pas toujours équivalentes. Depuis des années, les Cema successifs, notamment le général de Villiers, insistent sur la nécessité de posséder une masse suffisante, c'est-à-dire une armée nombreuse en hommes et suffisamment dotée en matériels, pour prendre part à la compétition entre puissances. Nous en sommes loin : « *Le problème majeur aujourd'hui, c'est que nous sommes devenus trop petits, constate le colonel Goya. On manque de stocks et de réservistes. Aujourd'hui, on peut monter une opération comme "Serval", face à des gars en pick-up et à moto. Mais la France est incapable d'organiser une opération sans les États-Unis. Il faut donc monter en puissance, être capable, en cas de crise majeure, de mobiliser beaucoup de réservistes, des fantassins bien entraînés, et des armes efficaces, qui ne sont pas forcément les plus chères.* »



## « NOUS AVONS RECRUTÉ 16 000 PERSONNES. LE RYTHME OPÉRATIONNEL S'EST ACCRU. »

LE GÉNÉRAL GARDY

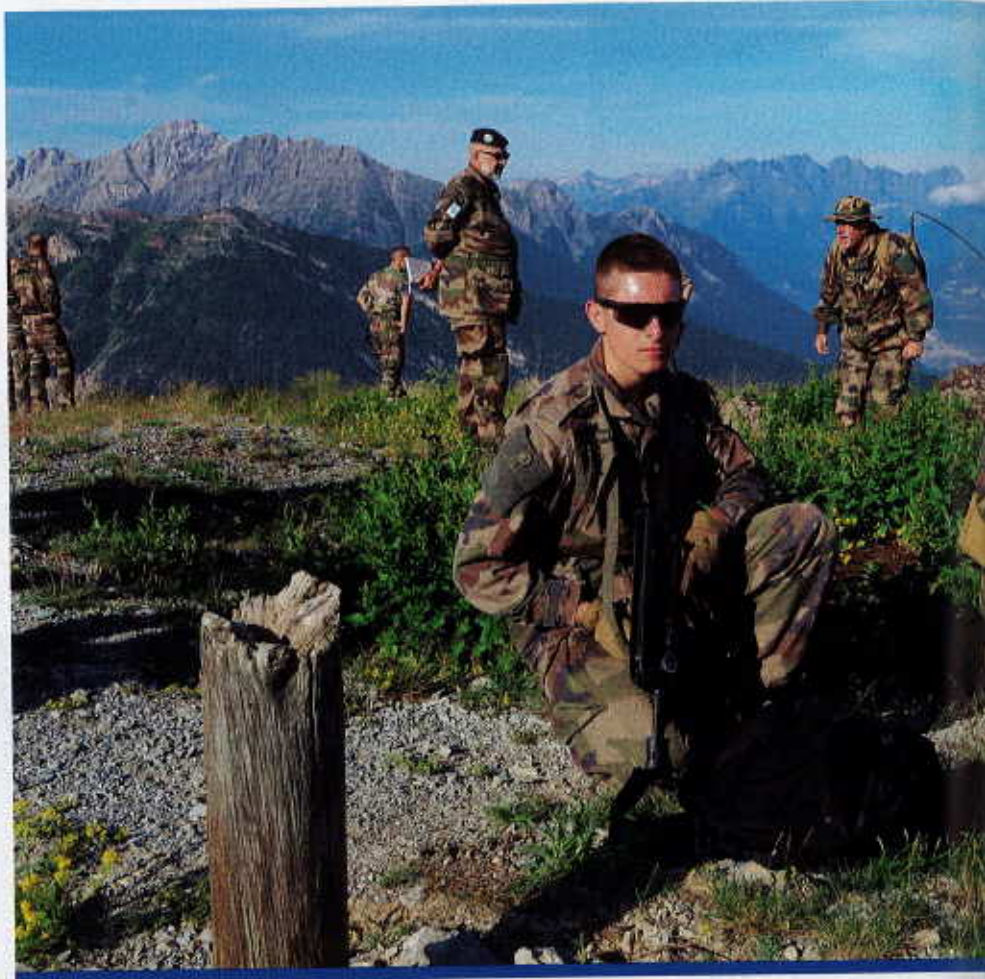
Un simple coup d'œil sur les chiffres s'avère édifiant : les Ukrainiens, 43 millions d'habitants, dont la résistance impressionne, ont une armée d'active de 200 000 hommes, renforcée par 250 000 réservistes. Les Finlandais, qui n'ont jamais baissé la garde en raison de leur frontière commune avec la Russie et du souvenir des deux guerres de 1939-1940 et 1941-1944, sont une petite population de 5,5 millions d'âmes,

avec une armée de professionnels de 12 000 hommes, mais disposant de 900 000 réservistes, dont 280 000 mobilisables immédiatement avec leur équipement. La

*ressources humaines et des équipements, et augmentons le niveau de formation : on ne se contente pas de l'entraînement basique, explique le général Haberey. Notre priorité est de consolider ce que nous avons déjà, c'est ce que nous appelons la "densification".* »

### Assurance sur l'avenir

Quel serait le rôle de la réserve dans un conflit de haute intensité ? Défendre le territoire, avant tout. Si aujourd'hui quelques réservistes partent en opération extérieure, ils le font au titre de complément individuel, en tant que spécialistes ou à des postes d'état-major. Les compagnies de réserve des régiments de toutes armes – infanterie, artillerie, transmissions, train, matériel, génie... ou encore le 24<sup>e</sup> régiment d'infanterie, basé à Vincennes, le seul à être composé presque exclusivement de volontaires civils le reste de l'année – n'ont pas pour vocation d'aller combattre au loin,



## "IL NOUS FAUT ANTICIPER

afin de ne pas nous trouver démunis au moment où une crise surviendra", affirme le colonel Bansept. Ici, une brigade d'infanterie de montagne à Montgenèvre (Hautes-Alpes).



mais au contraire de préserver nos intérêts vitaux quand les unités actives sont déployées à l'extérieur. « La capacité de notre force terrestre projetable, c'est 77 000 soldats », explique le colonel Bansept, en poste de recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Si elle doit assurer la défense du pays au loin, comme en Nouvelle-Calédonie, en Guyane, à la Réunion, ou aux portes de l'Europe, Balkans, Moyen-Orient, Afrique, il nous faut des forces efficaces sur le territoire national : il est difficile d'imaginer une crise majeure à l'extérieur qui n'ait pas de répercussion en métropole. »

« On revient au concept de défense opérationnelle du territoire, appuie le général Haberey. Le général

## LE PARCOURS DU COMBATTANT DU RÉSERVISTE

La disparition du service national a privé la réserve d'une ressource préalablement formée. Il a fallu s'adapter et mettre en place une série d'étapes afin que des civils, sans aucune expérience militaire, acquièrent les connaissances et les savoir-faire de leurs camarades d'active. Ainsi le capitaine Nelly, qui commande désormais une des escadrilles du 5<sup>e</sup> Régiment d'hélicoptères de combat de Pau, a-t-elle accumulé les stages. Tout d'abord, en 2007, la formation

(Fmir), commune à toutes les armes, où sont enseignés les actes réflexes et élémentaires du combattant. Puis, en 2010, la formation initiale à l'encadrement (FIE), à l'école de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), qui permet de passer sous-officier. En 2015, à Coëtquidan (Morbihan), la formation initiale d'officier de réserve (Fior), complétée en 2016 par celle de chef de section. Et, en 2020, le cours de formation des commandants d'unité (CFCU), à l'école d'infanterie de Draguignan (Var). Ensuite, si un officier

désire continuer dans la filière « état-major », il devra passer un concours pour accéder à la formation d'officier de réserve spécialiste d'état-major (Orsem), à l'École militaire à Paris. Des formations exigeantes techniquement et physiquement, et très concentrées : elles durent entre deux et trois semaines durant l'été, ce qui oblige les stagiaires à assimiler un grand nombre de connaissances sur un laps de temps bien plus court que celui dont disposent les professionnels. ■

Burkhard et le général Schill (Cemat) ont voulu mener un vrai effort sur le territoire national, car ce qui constitue pour nous une zone arrière représente pour nos ennemis une zone en profondeur. » Des civils qui donnent de leur temps pour la défense de la France, comme le capitaine Nelly, qui commande une des deux escadrilles de réserve au 5<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat (RHC) de Pau, il y en a, et à chaque crise des volontaires viennent toquer à la porte de l'institution : mais la collaboration entre les entreprises et l'armée doit sans doute être encore facilitée pour que les objectifs soient atteints. Cette marathonienne, rédactrice technique dans l'aéronautique, a gravi tous les échelons depuis sa formation initiale, enchaînant les stages de qualification et les missions comme Sentinelle. Alors qu'elle est passionnée par ce second métier, son entreprise n'est pas signataire des accords de défense, lesquels permettent à des fonctionnaires ou des salariés de

très grosses entreprises d'effectuer vingt jours de réserve par an sans manque à gagner. Elle ne bénéficie que des huit jours accordés par la loi : « Pour en effectuer trente dans l'année, je dois poser des congés payés ou sans solde. Si on en avait ne serait-ce que dix, ce serait déjà énorme. » Au Medef, une cellule spécifique travaille sur le sujet, de manière à faciliter l'engagement des réservistes.

« Les volontaires sont là, les citoyens sont prêts à se mobiliser, remarque le colonel Bansept. Mais il nous faut anticiper afin de ne pas nous trouver démunis au moment où une crise surviendra. Et cela ne passe pas que par le domaine strictement militaire. La résilience de la nation, cette capacité à traverser les épreuves et à en ressortir plus fort, passe aussi, comme l'a montré la crise Covid, par l'organisation des stocks, la nourriture, le médical. C'est une assurance globale sur l'avenir. » Un effort qui, selon lui, concourt à la cohésion nationale. ■ V.D.G.

Choisissez

Marianne



1€ LE 1<sup>er</sup> MOIS

Découvrez nos offres sur

offres.marianne.net